

D 853 CHILI: MANIFESTE DÉMOCRATIQUE

La crise politique, économique et financière qui atteint aujourd'hui le Chili se traduit par un sursaut inespéré des forces sociales du pays. Après la lettre ouverte envoyée par les milieux syndicaux au général Pinochet (cf. DIAL D 851), voici que vient de se constituer une coalition de plusieurs partis politiques dissous. Le 14 mars 1983, un "manifeste démocratique" était rendu public. Nous en donnons le texte ci-dessous. Ce "Front multipartite" rassemble actuellement le Parti national, le Parti démocrate-chrétien, le Parti radical et les trois tendances du Parti socialiste. Le Parti communiste n'en fait pas partie pour le moment; et en sont exclues les formations politiques préconisant la lutte armée contre le gouvernement.

Note DIAL

MANIFESTE DÉMOCRATIQUE

1- Les signataires de ce manifeste, représentant différents courants politiques, se sont mis d'accord sur la nécessité d'exprimer publiquement et conjointement le jugement qu'ils portent sur la situation de la patrie, et de proposer une issue pour faire face à l'avenir.

2- Notre histoire républicaine n'a jamais connu une crise aussi profonde et durable que celle que traverse le pays. Cette crise ébranle ses bases morales, politiques, sociales et économiques; elle touche tous les secteurs sociaux de la collectivité; elle attente à la sécurité de la nation; elle augmente enfin les injustices et les tensions intérieures.

3- La crise s'est soldée par l'asphyxie du système financier et des groupes qui l'intègrent, alors que ce système représentait la fine fleur du modèle sur lequel s'appuyait le régime pour s'affirmer. Ceux qui, aujourd'hui, critiquent leur propre modèle et s'efforcent de le corriger par des mesures tardives, vagues et contradictoires, ne peuvent cacher la responsabilité qui leur revient dans son élaboration, sa mise en oeuvre et les bénéfices qu'ils en ont retirés des années durant. C'est dès le début que nous avons dénoncé le danger qu'il y avait d'appliquer dans notre pays un modèle économique qui ne convenait pas à notre réalité et dont l'objectif était d'imposer un système social contraire aux valeurs et intérêts permanents de la nation.

4- La crise financière qui frappe le pays ne peut non plus camoufler les inquiétantes réalités qui l'accompagnent. Le produit national brut a, en 1982, baissé de 14 % par rapport à 1981, alors que pour l'ensemble de l'Amérique

latine il n'a baissé en moyenne que de 1 %, et que pour l'Argentine pourtant affrontée à une guerre il n'a atteint que la moitié du taux du Chili. Le chômage, y compris l'emploi minimal, représente 30 % de la force de travail, occasionnant ainsi un million de Chiliens sans travail et désespérés avec toutes leurs familles; quant aux salaires réels de ceux qui ont du travail, ils ont vu baisser considérablement leur pouvoir d'achat. L'investissement a atteint son niveau le plus bas depuis plusieurs décennies et le revenu par habitant n'a pas augmenté au cours des neuf dernières années. Par contre la dette extérieure a dépassé les dix-sept milliards de dollars et le service de la dette représente 85 % de la valeur des exportations; le gouvernement n'a donné aucune explication sur la destination de cette énorme somme et on ne voit nulle part de chantiers où elle pourrait être investie. Le climat de faillite généralisée rend plus difficile la question de la renégociation de la dette, hypothéquée par la méfiance. Tristement il est peu de pays au monde qui offrent un spectacle aussi consternant.

5- Au plan de la politique intérieure, c'est la continuation du régime de l'arbitraire, en raison principalement de l'application de l'article transitoire n° 24 de la Constitution. Les libertés fondamentales n'existent plus et il est fait constamment état de nouvelles violations des droits de l'homme essentiels. Le pays vit en état d'urgence permanent; les partis politiques ont été dissous; les universités sont sous contrôle administratif; des milliers de compatriotes sont toujours en exil; il n'y a plus de liberté d'expression ni de publication; le droit de réunion est limité; les organisations sociales, syndicales et professionnelles ont fait l'objet de normes qui bloquent totalement leur participation à la vie nationale. Au plan international, le Chili est dans une situation d'isolement extrêmement dangereuse: isolé à l'OEA, blâmé à neuf reprises et à une majorité écrasante à l'ONU, condamné récemment par les gouvernements des pays non-alignés. Le différend avec l'Argentine n'est toujours pas réglé. Le Chili connaît une situation qui n'a jamais été la sienne: il est victime de la méfiance internationale, de la dépendance et de l'isolement.

6- Nous le répétons: cette crise est l'effet d'un système limitant la liberté, la justice et la participation, lesquelles sont les bases essentielles de la vie démocratique des Chiliens entre eux.

7- La démocratie est constitutive de la vie du Chili et du gouvernement chilien depuis l'indépendance; elle a permis au pays de progresser. Elle lui a, comme nation, donné prestige et sécurité. La démocratie n'est pas le chaos. Celui qui prétend le contraire défend des privilèges inacceptables, craint la liberté, méconnaît les valeurs profondes du peuple chilien et renie son histoire. C'est vers la démocratie que vont les peuples latino-américains et, en tant que Chiliens, nous ne pouvons rester en marge de cette dynamique qui suscite des orientations et des engagements internationaux dans le sens du développement et de la paix. S'il y avait eu un parlement librement élu, une liberté de presse et d'accès aux autres médias, les abus pratiqués et les mauvaises politiques suivies n'auraient pas été possibles et les erreurs auraient pu être corrigées à temps.

8- Nous sommes convaincus que les Chiliens veulent vivre dans une société libre où n'existent ni impositions ni actes arbitraires; où soit garanti le respect des droits de l'homme; et où avec des autorités élues par le peuple, efficaces, responsables, soumises à la loi et au contrôle, l'effort de toute la communauté soit tourné vers la juste solution des problèmes nationaux les plus urgents. Inscrits nous-mêmes dans de telles perspectives, nous apprécions

à leur plus grande valeur l'appel aux consciences lancé par la conférence épiscopale dans son document intitulé "La renaissance du Chili", publié à la fin de l'année dernière (1), ainsi que la récente lettre ouverte des travailleurs pour exiger le respect de leurs droits (2).

9- Le moment est venu de réagir. Aussi lançons-nous un appel à tous les hommes et femmes aspirant à la liberté, à la justice et à la paix pour entreprendre le grand effort national propre à nous conduire au rétablissement de la démocratie.

10- Au delà de conceptions idéologiques et philosophiques différentes dont nous maintenons les caractéristiques propres, et dans le respect mutuel entre expressions légitimes de la nation, nous avons résolu d'oeuvrer conjointement à l'ouverture d'un dialogue entre tous les secteurs sociaux et politiques démocratiques, dans le but de forger les outils nécessaires à l'instauration la plus rapide possible d'un régime démocratique.

11- Pour atteindre ce grand objectif, il faut mettre immédiatement fin à l'état d'urgence imposé sans interruption pendant neuf ans; rétablir les libertés et garanties individuelles, sous la protection d'un pouvoir judiciaire appliqué au respect des personnes, ainsi qu'il revient à un état de droit; mettre un terme aux expulsions et apporter rapidement une solution au problème dramatique des exilés; restaurer intégralement les libertés d'expression et d'opinion, les droits de réunion et d'association, en supprimant toutes les dispositions les restreignant; rendre leur autonomie aux universités et autoriser l'existence des partis politiques. Ces mesures seraient de nature à créer les conditions nécessaires à une remise en route rapide des institutions démocratiques, grâce en particulier à la convocation d'une assemblée constituante représentative des divers courants d'opinion, et grâce à l'adoption d'un système électoral garantissant la libre et authentique expression de la volonté populaire.

12- Les graves problèmes économiques et sociaux actuellement existants devront être immédiatement abordés, avec un programme d'urgence établi sur la base d'un large consensus et visant à remettre en marche la production industrielle, l'agriculture, la construction, l'extraction minière et les autres activités productives, de façon à offrir des emplois et à répondre aux demandes sociales les plus urgentes. Le consensus devra s'établir entre l'Etat, les travailleurs et les chefs d'entreprises. L'Etat a, depuis l'avènement de la République, rempli une mission vitale dans la société chilienne. Son action dynamique et efficace dans l'orientation et le soutien de l'activité économique, sans outrepasser les fonctions qui lui sont propres, doit également s'exercer dans le sens d'une distribution équitable de la richesse de façon à satisfaire les besoins essentiels de la population; cela est particulièrement nécessaire dans la conjoncture critique actuelle où la politique économique suivie s'est soldée par une lourde baisse du pouvoir d'achat des classes sociales les plus démunies et une atteinte à leur droit à une vie digne. La participation active des travailleurs, sans laquelle aucun rééquilibrage économique durable ni aucune restauration démocratique solide ne sont possibles, est seule susceptible de leur rendre la dignité dans l'effort et de donner un sens social à la production de biens. Pour sa part, la participation du patronat, dépourvue de prétention à la concentration économique et soumise aux normes du bien commun, sera à même

(1) Cf. DIAL D 827 (NdT).

(2) Cf. DIAL D 851 (NdT).

de donner libre cours à sa créativité et à la relance économique. Ainsi contribuera-t-on à ce que la démocratie redevienne l'expression de l'ensemble de la communauté. Le consensus visé n'est pas quelque chose de statique, au sens du maintien des injustices; il est au contraire le fruit d'accords dynamiques, dans la liberté et la responsabilité, de façon à remettre le pays en marche, à corriger les déséquilibres et à favoriser une croissance économique soutenue ainsi qu'une démocratie réellement participative.

13- Le raffermissement de la démocratie sera obtenu grâce à l'instauration d'un nouvel esprit de solidarité nationale et de respect mutuel, à la suppression de tout sectarisme et au refus explicite de la violence; c'est la seule façon d'assurer la primauté des valeurs morales, de garantir l'ordre interne et la sécurité à l'extérieur, et de promouvoir un développement propre à satisfaire les besoins primaires de la communauté.

14- La démocratie seule est capable de garantir aux Forces armées et de l'ordre l'espace nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches professionnelles et à leur contribution au développement, en tant qu'institutions nationales pouvant compter sur le respect et le soutien de tous les Chiliens. C'est le rétablissement de la démocratie qui leur servira de cadre pour assumer pleinement les fonctions qui sont les leurs.

15- Les courants d'opinion que nous représentons ont la ferme volonté d'approfondir le contenu et les objectifs de ce manifeste afin d'élargir le consensus qui les lie et de parvenir à une démocratie véritable et stable.

16- Nous invitons les Chiliens à envisager l'avenir sans haine ni désir de revanche, en esprit de générosité et avec la volonté de faire justice. Notre appel a pour objectif la restauration de la démocratie au Chili dans les délais les plus brefs; nous estimons nécessaire l'unité de tous les Chiliens sur la base d'une acceptation loyale de ces principes et de l'action appropriée.

Santiago, le 14 mars 1983

Hugo Zepeda
Julio Subercaseaux
Luis Bossay
Duberildo Jaque
Gabriel Valdés
Patricio Aylwin
Enrique Silva Cimma
Fernando Luengo
Ramon Silva Ulloa
Hernan Vodanovic
Julio Stuardo

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441